

"Révoltes populaires" contre la mafia en Sicile : images pieuses médiatiques, et réalités

Fabrice Rizzoli – mai 2008 – rizzoli.fabrice@wanadoo.fr

Toute la presse, unanime a porté aux nues *Addiopizzo* à Palerme, et fait des courageux commerçants et industriels locaux des héros. Cependant, la presse non italienne n'évoque jamais les affaires de dirigeants de *Confindustria* liés à la mafia, ni des policiers ou magistrats condamnés pour activités pro-mafia.

La presse, italienne comprise, n'a aucune notion historique de l'Antimafia. L'Antimafia en Sicile est parfois comme le scotch, à double face ! La Sicile est une terre complexe. Il existe des conflits ouverts avec la mafia et des situations plus nuancées¹. Contrairement à une idée reçue, *Cosa nostra* fait traditionnellement de l'Antimafia pour mieux la noyauter. La stratégie des mafieux et de leur complice est caractérisée par la duplicité. A la fin du dix neuvième siècle, le parrain Vito Cascio Ferro appuyait les *fasci* siciliens, des organisations syndicales luttant contre l'exploitation féodale des terres². Pendant le fascisme, de nombreux mafieux mais surtout les grands propriétaires se placèrent du côté du régime et dénoncèrent la mafia³.

Un politicien peut prendre des positions contre la mafia en public et nous serrer la main le lendemain⁴. Au début années 2000, Bernardo Provenzano fut interrogé par un de ses lieutenants sur l'opportunité qu'un chef d'entreprise adhère à une association antimafia. La réponse du « chef des chefs » fut favorable. Plus récemment, le collaborateur de justice Francesco Campanella, a dévoilé « l'antimafia mafieuse ». Il s'agissait de faire croire que la commune de Villabate, dans l'arrière-pays de Palerme, avait déclaré la guerre contre l'illégalité⁵. Fran-

¹ Pour une vision scientifique de l'Antimafia, Lupo (Salvatore), *Che cos'è la mafia*, (Sciascia e Andreotti, l'antimafia e la politica), éditions Donzelli virgola, Rome, 2007, 128 pages.

² Ce type d'exploitation étaye propices aux *campieri* et aux *gabelloti* mafieux Lupo (Salvatore), *Histoire de la mafia* (des origines à nos jours), éditions Flammarion, 398 pages, Paris, 1999.

³ De facto, la répression du préfet Mori ne concerna qu'une la partie « basse » de la mafia Duggan (Christopher), *La mafia durante il fascismo*, éditions Rubbettino, Soveria Mannelli, 1986.

⁴ Commission Parlementaire d'enquête sur le phénomène de la mafia 1992.

⁵ Abbate (Lirio) et Gomez (Peter), *I complici* (tutti gli uomini di bernardo Provenzano da Corleone al Parlamento), éditions Fazi, 2007, 353 pages.

cesco Campanella, conseiller municipal, mit sur pied un observatoire de la criminalité⁶. Pendant des années, les mafieux de la zone ont fait croire que la ville de Villabate se battait contre la mafia. La justice a dissous à deux reprises ce conseil municipal pour infiltration mafieuse.

Il est indéniable que l'année 2007 fut marquée par une nouveauté dans la lutte contre *Cosa nostra*⁷. Les institutions et la population ont fait des efforts dans la lutte contre le *pizzo*, l'impôt mafieux. En 2007, la police a arrêté Salvatore Lo Piccolo et de nombreux membres de sa *cosca*. Cette famille mafieuse tirait sa force du racket de la zone industrielle de Palerme. En 2007, *Addiopizzo* a tenu, avec succès une réunion dans le théâtre Biondo alors qu'un an auparavant, la réunion avait été un échec par manque de participant. En 2007, le propriétaire d'un commerce symbole de Palerme, la *Focacceria*⁸ San Francesco, a témoigné contre son racketteur dans un tribunal. Aujourd'hui, celui qui dénonce son agresseur n'est pas seul. Des policiers, des magistrats et une myriade d'associations épaulent les courageux entrepreneurs.

Quotidiennement, la police arrête des médecins, des avocats, des géomètres et des entrepreneurs pour leur complicité avec la mafia. Alors, quels poids les associations antiracket ont-elles face à un milieu social imprégné par la mafia ?

Nous verrons que l'organisme *Confindustria* que les journalistes décrivent comme antimafia est tout le contraire. Puis, nous tacherons de montrer le revers de la médaille de l'Antimafia en Sicile. Enfin, nous mettrons en évidence le caractère structurel du racket en Sicile.

Confindustria Sicile, un organisme « mafia-friendly ».

Confindustria, l'association des industriels siciliens, blanchissait l'argent de la mafia. En dépit de l'intervention de la justice, il semble qu'elle soit encore noyautée.

⁶ Dans le cadre cette politique antimafia, la commune de Villabate a remis la citoyenneté d'honneur au capitaine Ultimo, celui qui avait procédé à l'arrestation de Toto Riina. L'acteur qui a incarné son personnage dans une fiction télévisé à aussi reçu cette distinction....

⁷ L'organisation mafieuse sicilienne se nomme « Cosa nostra » sans l'article défini. Nous l'écrivons avec une seule majuscule pour montrer qu'il s'agit d'un nom et non pas de la juxtaposition de deux concepts comme un nom composé.

⁸ La Focaccia est un pain cuit avec de l'huile et du sel.

Confindustria blanchissait l'argent de la mafia.

Jusqu'à une date récente, le « Medef » sicilien n'approuvait pas les initiatives contre le racket. Une décision du tribunal pénale de Palerme nous fait comprendre le pourquoi de cette réticence⁹.

Le 1^{er} décembre 2005, le tribunal a saisi quatre sociétés de distribution de gaz¹⁰. L'administrateur unique était Fabio Cascio Ingurgio. Dans une décision de 156 pages, la magistrature a retracé l'histoire de l'association des quatre complices, Giuseppe Costanzo, l'ex-président de *Confindustria* en Sicile, de Fabio Cascio Ingurgio, ex-président du groupe patronal de Palerme, de Paolo Bontate mafieux de Villagrazia et des cousins Giovanni Teresi¹¹.

Avant 2006, Giuseppe Costanzo, le président de l'association des industriels siciliens était un des administrateurs des sociétés de distribution du gaz. Par ailleurs, Francesco Paolo Bontate¹² siégeait au sein du conseil d'administration de la *Centralgas* qui contrôlait les autres sociétés. Le 9 juin 2005, celui-ci a été condamné à 11 ans de prison pour trafic international d'héroïne. En 2003, bien que déjà mis en examen par la justice, Paolo Bontate intégrait le conseil d'administration de la *Centralgas*. Cette remarque est importante. Au procès, Giuseppe Costanzo et Fabio Cascio Ingurgio se sont défendus en affirmant qu'ils ne connaissaient pas les activités criminelles de leur nouvel associé. Ils l'auraient expulsé de leur groupe à l'issue de sa capture.

A contrario, les magistrats insistent sur la coïncidence temporelle entre la mise en examen de Paolo Bontate et son entrée dans la *Centralgas*. En 2003, l'argent sale de Bontate a afflué dans la société *Vigorgas* sur proposition de Fabio Cascio Ingurgio. Au mépris des règles comptables, l'argent du mafieux devait être blanchi avant que la magistrature ne trouve cet argent. Pour cela, les associés ont commis des faux en écriture et violé les règles comptables

⁹ Le collège des magistrats présidé par Cesare Vincenti, a accueilli favorablement la proposition du ministère public représenté par Geri Ferrara et Sara Micucci, coordonné par le procureur adjoint Roberto Scarpinato.

¹⁰ La *Centralgas*, la *Vigorgas Serbatoi*, l'*Italmetano* et la *Gas Sud*.

¹¹ Pour être précis, un Giovanni TERESI, né en 1963, est le fils de Emmanuelle TERESI que les enquêteurs considèrent comme un mafieux. Celui-ci est aussi le frère de Girolamo et Pietro TERESI, appartenant à la *cosca* di Santa Maria di Gesù. L'autre Giovanni TERESI, né en 1966, est en revanche le fils de Francesco Girolamo TERESI, assassiné en 1981 par les Corléonais à la manière de la *lupara bianca*, la disparition mafieuse.

¹² Il est le fils de Stefano BONTADE. Dans les années soixante-dix, celui-ci était le chef de la plus grande famille mafieuse de Palerme, celle du quartier de Santa Maria di Jesus. Il a été assassiné en 1981 par les Corléonais.

ainsi que les normes contre le blanchiment d'argent sale. Les deux entrepreneurs, Giuseppe Costanzo et Fabio Cascio Ingurgio ont utilisé leur stature de représentants des industriels siciliens pour obtenir des prêts bancaires. Désormais, les entreprises sont en faillites et les licenciements sont en cours.

Les autres associés de ces sociétés de distribution de gaz sont les cousins Giovanni Teresi, Maria Matasso, la mère de Giovanni et Margherita Teresi, la mère de Paolo Bontate.

Le lien entre toutes ces personnes est Pietro Cascio Ingurgio, le père du président de l'Assindustria de Palerme. Dans les années soixante dix, Pietro Cascio Ingurgio était, l'avocat des chefs mafieux Stefano Bontate et des frères Teresi. Dans les années quatre vingt, la magistrature avait déjà enquêté sur les collusions de cet avocat avec les mafieux de Villagrazia. Les magistrats estiment qu'il est le garant de toute la ligne de conduite, celle de blanchir l'argent sale de la mafia.

En 2005, après la condamnation du mafieux Paolo Bontate, Giuseppe Costanzo et Fabio Cascio Ingurgio ont démissionné de leur poste de responsable à *Confindustria*. Il s'agit d'une victoire de l'Antimafia. Cependant, la situation a-t-elle réellement changé ? Les deux dirigeants de *Confindustria* étaient associés à Ettore Artioli.

Confindustria toujours noyauté ?

A l'issu de ce procès, Giuseppe Costanzo a démissionné. Il a été remplacé par Enzo D'Ambra puis Ivan Lo Bello le 26 septembre 2006. La nouvelle direction semble avoir une autre vision de la lutte contre le racket. Par exemple, le 1^{er} septembre 2007, la direction régionale de la *Confindustria* sicilienne a décidé que les entrepreneurs qui cèdent aux extorsions seraient exclus de leur association.

Reste que le vice-président de *Confindustria* Sicile, Ettore Artioli, est au cœur d'un conflit d'intérêt. Ce chef d'entreprise, conseille les commerçants, les industriels et les artisans engagés dans la lutte anti-racket alors qu'il est associé à Giuseppe Costanzo.

Né à Palerme en 1960, Ettore Artioli est président d'un groupe de sociétés qui opèrent dans divers secteurs de l'immobilier à la restauration. Dans la province d'Agrigento, la troisième province mafieuse après celle de Palerme et de Trapani, il est le leader de *Confindustria*. Il est aussi membre de l'agence provinciale d'Agrigento chargée de l'énergie, et de l'écologie. Il a des missions politiques et son pouvoir de décision est important.

En ce qui concerne, ces sociétés, l'étude des documents démontrent son implication avec les personnes condamnées. Ettore Artioli est l'administrateur unique et l'associé, par l'intermédiaire de la *Attilio Artioli* à 33,3%, de Giuseppe Costanzo (33,33%) et de Cascio Ingurgio (33,33%) au sein de la *Uniholding srl*. Cette société a été créée le 19 mars 2001 et ses buts sociaux sont la «*gestion des sociétés de contrôle financier*». Ettore Artioli est aussi l'administrateur unique et l'associé à 51% avec Giuseppe Costanzo (24,5%) et Fabio Cascio Ingurgio (4,5%) de la *Eurowall srl*. Cette société a été créée le 17 novembre 2000 et ses buts sociaux sont la «*location des biens immobiliers*». Ettore Artioli participe à la hauteur de 20% à la *Eurosidi srl*. Au sein de cette société comparait, également, Cascio Ingurgio à 35%. Les partenaires économiques de vice-président de *Confindustria* sont en totale contradiction avec la nouvelle politique de *Confindustria*.

Cet exemple est un fait connu¹³. Combien d'autres dirigeants de *Confindustria* ont-ils des parts dans des sociétés proches des *cosche* ?

Plus récemment, les liens de parenté du président de l'association des artisans siciliens ont suscité des interrogations. Nunzio Reina est marié avec Giuseppa Spadaro, fille du mafieux Vincenzo Spadaro. Elle est aussi la petite fille de Tommaso Spadaro, chef mafieux du quartier de la Kalsa¹⁴. Elle est aussi la nièce de Francesco Spadaro, condamné, en 2007, à 16 ans de prison pour une Spadaro de racket aux dépens de l'antique *Focacceria* San Francesco. Or, Francesco Spadaro est un exemple parfait de duplicité. Au cours de son procès, il avait déclaré devant des magistrats «*la mafia me dégoûte, les extorsions m'ont toujours dégoûté..* »

Le 8 janvier 2008, Nunzio Reina participait à la présentation d'un guide contre le racket par les diverses associations d'entrepreneurs¹⁵. Comment cela est-il possible ? Le 21 janvier 2008, Nunzio Reina a été élu vice-président de la Chambre de commerce de Palerme. Neuf jour plus tard, il démissionnait pour motif personnel. A ce jour, le problème des liens de parenté du président n'a pas été évoqué par la presse.

Cet exemple n'est-il pas le reflet d'une Antimafia à deux visages ?

¹³ Au sein de l'association antiracket de Caltanissetta, 100 mil euros ont disparu de la caisse. Le Président Mario Rino Biancheri a été contraint de démissionner et le préfet a dissous l'association.

¹⁴ Dans les années soixante-dix, Tommaso Spadaro était le plus grand contrebandier de Cosa nostra. Il est aujourd'hui emprisonné et purge une peine de perpétuité.

¹⁵ *Confindustria*, *Confcommercio* (association de commerçants) et *Confartigianato* (association des artisans).

L'Antimafia, d'ambiguïtés en contradictions

L'Antimafia est un corps social complexe. Les complicités au sein des institutions sont fréquentes. En outre, les associations antiracket ne sont pas exemptes de reproches.

Les institutions antimafias sur le banc des accusés.

Le 10 janvier 2008, le Tribunal de Catane a condamné Giovanni Lembo, ancien substitut du procureur national antimafia, à cinq ans de prison pour avoir favorisé le clan Afano. Le maréchal des carabinieri Antonino Pinci, collaborateur de Giovanni Lembo, a lui aussi été condamné. L'ancien chef des juges d'instruction de Messine, Marcello Mondello, a été condamné à sept ans pour concours externe en association mafieuse¹⁶. Le 28 janvier 2008, dans le cadre du procès de Salvatore Cuffaro, le Président de la région Sicile, trois membres des forces de l'ordre ont été condamnés pour avoir aidé la mafia. Giuseppe Ciuro, maréchal de la Garde des finances affecté à la DIA en tant que spécialiste des écoutes, a été condamné pour concours externe en association mafieuse. Giorgio Riolo, carabinier au groupe des opérations spéciale a lui aussi été condamné¹⁷. Les deux policiers de haut rang donnaient des informations secrètes à Michele Aiello qui, en échange, avait donné des emplois aux épouses des policiers¹⁸.

Enfin, le 28 mars 2008, les juges du tribunal de Palerme ont condamné Antonio Borzachelli, à dix ans de prison pour malversation et révélation de secret d'enquêtes révélant des taupes au sein de la Direction antimafia de Palerme (Dda)¹⁹. Antonio Borzachelli, un ancien carabinier, était député de l'Udc, un parti du centre, à l'assemblée régionale de Sicile. Il faisait chanter Michele Aiello ! Ce dernier est l'homme le plus riche de Sicile. Il est le prête-nom et le blanchisseur de Bernardo Provenzano. Michele Aiello a été condamné pour association mafieuse. Il fait donc partie de *Cosa nostra*. A la sortie du tribunal, il a déclaré qu'il était victime de la mafia et qu'il allait donner son nom à *Addiopizzo*, l'association anti-racket la plus en vogue.

¹⁶ Le « concours externe en association mafieuse » est une construction jurisprudentielle permettant de condamner les complices des organisations mafieuses.

¹⁷ *Raggruppamento Operativo Speciale*.

¹⁸ Michele Aiello est l'homme le plus riche de Sicile. Il est aussi le blanchisseur de Bernardo Provenzano. Il a été condamné pour association mafieuse. Il fait partie de *Cosa nostra* !

¹⁹ *Direction distriutuale antimafia*, Direction provinciale antimafia.

On comprend par ce geste que les associations anti-rackets sont soumises à de fortes pressions et risquent l'infiltration.

La gestion curieuse des « associations anti-racket ».

Peu avant les élections législative d'avril 2008, deux articles du journaliste Riccardo Bocca dans l'*Espresso*, ont sérieusement écorné l'image des associations antirackets²⁰.

Le premier article du 14 février 2008 n'épargne pas Tano Grasso, le président honoraire de la Fédération antiracket italienne (Fai). Dans cette article, le journaliste fait état d'un procès dans lequel Tano Grasso n'est que témoin. Tano Grasso travaillait avec un policier et un magistrat qui auraient manipulé un collaborateur de justice.

Tano GRASSO, est un symbole de lutte contre le pizzo. Au début des années quatre-vingt dix, il créa avec d'autres commerçants l'Acio, l'association des commençants de Capo Orlando contres les extorsions. Il a été député du Parti démocrate de gauche (Pds), membre de la Commission parlementaire Antimafia et commissaire national antiracket jusqu'en 2001. A ce date, il est chassé par le nouveau pouvoir en place.

Le journaliste de l'*Espresso*, décortique les actes de la procédure contre deux fonctionnaires accusés d'avoir influencé un collaborateur de justice²¹. Giuseppe GAMBIINO, un ancien magistrat de la direction antimafia de Messine, et Mario CERAOLO SPURIO, ex-inspecteur du commissariat de capo Orlando et ancien sous-préfet de Messina sont accusés d'avoir fait pression sur le collaborateur de justice, Orlando GALATI GIORDANO. Il s'agissait d'accuser un chef d'entreprise²² afin de favoriser un entrepreneur²³ concurrent. Pour étayer leur accusation, la magistrature dispose du témoignage d'un collaborateur de justice jugé plus crédible²⁴. Or, alors qu'il était commissaire national antiracket à Rome de 1999 à 2001, Tano GRASSO fréquentait ces fonctionnaires alors que ceux-ci étaient déjà mis en examen²⁵. Tano GRASSO a impliqué Mario CERAOLO SPURIO dans la lutte antiracket alors que ce dernier répondait de ses accusations devant les tribunaux²⁶.

²⁰ <http://espresso.repubblica.it/dettaglio/Antimafia-double-face/1988527>

²¹ Dans le monde des mafias, les repentis n'existent pas. Le terme de « repentis », journalistique et à connotation religieuse ne correspond en rien aux motivations des mafieux qui décident de collaborer avec l'Etat.

²² Vincenzo SINDONI, actuellement maire de Capo Orlando et lui aussi mis en examen pour avoir détourné des fonds de l'Union européenne.

²³ Luciano MILIO accusé de complicité d'association mafieuse alors qu'il se disait victime de racket. Il est aussi accusé d'avoir favorisé la « cavale » du boss Cesare Bontempo Scavo.

²⁴ Giuseppe CIPRIANO.

²⁵ Dès 1999, pour faux, calomnies avec la circonstance aggravante d'avoir facilité l'activité d'une association mafieuse.

²⁶ Le 12 octobre 2000, dans le cadre du procès *Mare Nostrum*.

Tano Grasso s'est défendu par le biais d'un article mais il est toujours vain de se défendre de la rumeur²⁷. Tano Grasso est cité comme témoin dans ce procès. Il n'est pas accusé. En dépassant le stade des polémiques, on constate d'autres scandales.

Le journaliste poursuit avec des exemples de collusion entre des membres des associations antiracket et la mafia.

L'un des leaders d'une autre association antiracket (Lacai)²⁸, Antonio Palano est cité dans le procès *Mare Nostrum*. Dans ce procès, on apprend que les entreprises de Palano font partie du réseau du boss Giuseppe Chiafalo de Messine.

Dans un second article, le journaliste Riccardo Bocca rapporte que des personnes chargées d'aider les victimes de racket ont extorqué une victime un fois celle-ci dédommée par l'Etat²⁹.

En 2003, Giuseppe Gulizia est racketté. En 2004, il porte plainte et les mafieux sont arrêtés. La victime a alors le droit d'être indemnisée par le Fond des victimes, un capital public géré par le Commissaire nationale antiracket fonds. Pour le préjudice subi, l'entrepreneur demande 1 million d'euros au fond. La Garde des finances élève la somme à 2,5 millions. L'entrepreneur, Giuseppe Gulizia, est trop honnête. Pour faire face à la bureaucratie, il se fait aider par des personnes du milieu antiracket, en particulier un dirigeant de nationale de Conferscenti, le Président d'une association antiracket en Sicile et référent pour la Sicile de la Fédération des associations antiracket et anti-usur italienne (Fai). En 2005, le fond des victimes est disposé à payer une première tranche. Là tout bascule pour Giuseppe Gulizia. Les intermédiaires qui l'ont aidé, lui demandent de livrer en Sicile de la marchandise pour une valeur de 19 000 euros. Puis, les deux responsables des associations antiracket lui demandent 10% de son dédommagement. La victime était racketté par les clans, elle le serait désormais par des personnes de l'antiracket. Giuseppe Gulizia accepte car il peut, pour la première fois, recommencer une nouvelle vie. Pendant un an, Giuseppe Gulizia ne donne pas de nouvelle. En 2006, la deuxième tranche du dédommagement est sur le point d'arriver quand la police découvre 30 grammes de haschisch dans un magasin de Giuseppe Gulizia... qui comprend la machination et porte plainte pour racket de l'antiracket ; affaire à suivre.

Lorsque l'association est exempte de poursuite judiciaire, leur combat est toujours sujet à caution. Le cas d'*Addiopizzo* est à ce titre, très intéressant.

L'association anti-racket *Addiopizzo* est une organisation jeune qui est née à Palerme avant de s'implanter à Catane. L'association n'a pas de chef. Sur le modèle des organisations

²⁷ www.antiracket.it/documenti/osservazioniEspresso15.02.08.pdf

²⁸ *Libera associazione commercianti artigiani imprenditori.*

²⁹ <http://espresso.repubblica.it/dettaglio//2009329>

« altère », elle tente de respecter un esprit démocratique sans culte du chef. Par ailleurs, il n'est pas question que l'un d'entre eux devienne un symbole antimafia et donc une cible toute désignée par la mafia. De manière surprenante, les membres d'*Addiopizzo* utilisent le langage de la mafia pour lutter contre celle-ci. Dans la nuit du juin du 28 au 29 juin 2004, les jeunes d'*Addiopizzo*, placardent des affiches stipulant : « *un peuple qui paye le pizzo est un peuple sans dignité* ». Le mot « dignité » fait de l'effet. Le racket devient le sujet de conversation des Siciliens.

Depuis, les militants d'*Addiopizzo* proposent de divulguer les noms des commerçants qui affirment ne pas payer l'impôt mafieux. Aujourd'hui, l'association recense 197 industriels, 92 écoles et 9 065 consommateurs qui soutiennent explicitement ce mouvement. D'après le directeur du Centre Sicilien de Documentation, le sociologue Umberto Santino interrogé pour cette note : « *Addiopizzo a fait un bon travail mais on dénombre environ 200 commerçants qui ont adhéré à la campagne. Quand à la première association antiracket composée de chefs d'entreprise à Palerme, Libero futuro, on ne recense que 40 membres. Nous sommes à peine au début.* ». Le problème est là. Avec la mafia, on en est souvent qu'au début.

Ce n'est pas première fois que le racket est cœur des préoccupations de l'opinion publique. En 1991, la mafia fit assassiner l'entrepreneur rebelle Libero Grassi. Contrairement à une idée reçue, Libero Grassi n'a pas été assassiné pour avoir refusé de payer mais pour avoir exposé publiquement son refus sur une chaîne de télévision nationale. Ce meurtre provoqua un scandale supérieur à celui des autocollants d'*Addiopizzo*. Cela ne fut pas suivi d'effet. Dans les années quatre-vingt dix, les estimations faisaient état d'un renforcement du racket. Par ailleurs, un commerçant peut affirmer qu'il ne paye pas le pizzo et payer quand même. Les possibilités d'infiltration de l'association sont grandes. Le mouvement ne manquera pas de connaître des crises et des divisions³⁰. Enfin, ne pas payer le racket pour être digne est une cause juste. Cependant, il serait plus judicieux de ne pas payer pour être dans la légalité et pour respecter le bien public. La légitimité de l'Etat italien en serait renforcé. La lutte contre le racket est la lutte entre la puissance publique et la légitimité de la mafia.

³⁰ Par exemple, en 2006, *Addiopizzo* soutenait Rita Borsellino, la sœur du juge Paolo Borsellino assassiné par Cosa nostra en 1993, à l'élection régionale de Sicile. En 2007, le même groupe refusa la venue de Nando Dalla Chiesa à un meeting au motif qu'il est un « politique »... bizarre. Professeur de socio-économique, auteurs de nombreux ouvrages sur la mafia et ancien sénateur. Il est aussi fils du Général Dalla Chiesa assassiné par Cosa nostra en 1982.

Sans la reconnaissance de la puissance publique, le racket reste un problème structurel qui ne peut être vaincu.

Les raisons structurelles du racket.

Pour vaincre le racket, la population devrait changer son rapport à la légalité. Les élites siciliennes doivent quitter leur proximité avec la mafia. Enfin, les journalistes devraient rendre mieux compte du rapport mafia-territoire.

Le rapport ambigu de la population sicilienne avec la légalité.

De manière paradoxale, les initiatives de l'Etat pour lutter contre la mafia sont, parfois, détournées par la population elle-même. Le fait est que de nombreuses personnes se déclarent victimes alors qu'elles ne le sont pas. D'après une enquête, le Commissaire national antiracket, Raffaele Lauro, en 2007, son bureau a dédommagé 143 personnes victimes d'usure mais a rejeté 176 demandes d'indemnisation. En ce qui concerne l'extorsion, 161 demandes ont été accueillies favorablement mais 147 ont été refusés. En définitive, 323 personnes se sont déclarées victimes mais ne l'étaient pas³¹ !

En Sicile, tricher peut-être considéré comme un moyen pour survivre ou s'enrichir. La lutte contre le racket est vouée à l'échec si une grande partie de la population n'y participe pas. A contrario d'une vision d'un racket toujours subi, il existe un racket voulu par les entrepreneurs. Le racket s'appelle alors « extorsion-protection ». Pour le petit commerçant comme pour la grande entreprise, être en chevilles avec un *cosca* comporte des avantages. La concurrence est limitée, la main d'œuvre est bon marché, les fournisseurs sont bons payeurs et les banques accordent des crédits.

Enfin, les collecteurs du *pizzo* sont souvent des chefs d'entreprises eux-même ! En effet, la Sicile n'est pas sous la coupe d'une organisation criminelle mais davantage d'une bourgeoisie mafieuse.

De la « bourgeoisie mafieuse » en Sicile.

En Sicile, la mafia n'existe pas. L'organisation mafieuse se nomme *Cosa nostra* et sans ses complices, elle n'est rien qu'une bande de criminels.

³¹ En Calabre, 42 dédommagements pour 26 refus. En Sicile, 62 dédommangents contre 28 refus). Dans les Pouilles, 16 dédommagements et 18 refus. En Campanie, 24 dédommagements, 19 refus.

Le sociologue Umberto Santino évoque le phénomène mafieux comme la forme la plus complexe de la criminalité parce qu'elle agit au sein d'un vaste réseau de relations³². En Sicile, l'organisation criminelle, *Cosa nostra*, possède cinq mille cinq cent membres, soit 0,11 pour-cent de la population sicilienne³³. Chaque mafieux agit au sein d'un ensemble de relations complices. L'ensemble forme un réseau qui représente environ une centaine de milliers de personnes.

Celles-ci appartiennent au monde de la politique, de l'entreprise et des professions libérales. « *Le système relationnel mafieux est composé de rapports de parenté, d'amitié, d'intérêt, de contiguïté et de complicité. Ce réseau s'affirme dans des conditions de développement comme de sous-développement économique. Ces relations composent un corps social hiérarchiquement organisé. Les catégories sociales les plus pauvres représentent le bassin de recrutement de la main-d'œuvre pour les mafias. Les sommets de l'organisation mafieuse sont capables de sceller un pactum sceleris avec les plus hautes sphères du pouvoir politique et économique, la haute société* »³⁴. Le tout forme un corps social, un club privé que le sociologue qualifie de « bourgeoisie mafieuse ».

La bourgeoisie mafieuse est un acteur économique puissant. En Italie, un commerce sur cinq et aux mains de la mafia. Un commerçant qui accepte de dénoncer le racket, peut perdre ses clients, ses fournisseurs, le soutien des banques qui sont complices de la *cosca* de la zone. Les associations antiracket ont peut être marqué des points. Cependant, les journalistes ne parlent pas des appels d'offres aux mains de la bourgeoisie mafieuse.

Dans le cas précis de *Confindustria*, le mafieux Paolo Bontate n'a pas de pouvoir sans Giuseppe Constanzo, Fabio Cascio Ingurgio et surtout le père de ce dernier. Or, les trois derniers n'appartiennent pas à l'organisation criminelle. L'ensemble des ces acteurs forme la bourgeoisie mafieuse contre laquelle l'Etat et les associations antimafias sont en but. Enfin, les associations sont peu efficaces contre le contrôle du territoire pas *Cosa nostra*

³² La mafia, un « paradigme de complexité socio-criminel le » par Santino (Umberto), *La mafia interpretata*, (Dilemmi, stereotipi, paradigmi), éditions Rubbettino, Soveria Manelli, 250 pages, 1995, pp. 145 ss.

³³ Cinq millions d'habitants.

³⁴ Santino (Umberto), *L'alleanza e il compromesso* (mafia e politica dai tempi di Lima e d'Andreotti ai nostri giorni), éditions Rubbettino, Soveria Manelli, 324 pages, 1997, pp. 5-9.

Cosa nostra contrôle le territoire.

Face à l'offensive des associations antiracket, la mafia répond tout d'abord par la violence. Le Président de *Confindustria*³⁵ en Sicile, Ivan Lo Bello, est sous escorte parce qu'il est menacé. A Caltanissetta, Marco Venturi, le Président de la *Confindustria* de la province a reçu une enveloppe contenant des munitions. Ces intimidations sont le quotidien de toutes personnes qui refusent de soumettre au pouvoir de *Cosa nostra* .

Un deuxième volet de la réponse mafieuse est plus subtil. Il s'agit pour les mafieux d'infiltrer des milieux de l'Antimafia. Au mois de septembre 2007, des voleurs se sont introduits dans les bureaux de l'association des industriels de la province de Caltanissetta, *Assindustria*. Les enquêteurs sont formels. Les voleurs savaient où se situaient les documents. Le 27 septembre 2007, des voleurs s'introduisent dans le bureau de l'avocat, Stefano Giordano, défenseur des parties civiles au procès des mafieux qui ont extorqué les propriétaires de la Focacceria San Francesco de Palerme.

Pour commettre ses cambriolages, les soldats de la mafia ont bénéficié de complicités hors de l'organisation. Il est probable que ces complices feraient partie du camp de l'Antimafia. Comment cela est-il possible ?

³⁵ L'association des entrepreneurs se nomme « *Confindustria* » sans l'article défini.



[Source : revue *Limes*, 2/2005]

Cette carte représente l'occupation territoriale de *Cosa nostra*. La Sicile est divisée en *mandamenti*³⁶, cantons mafieux. Il s'agit d'une occupation en « peau de léopard », importante mais pas totale.

Légende :

Sur cette carte, on distingue cinq zones mafieuses :

1. Au nord, la province de Palerme avec des couleurs bleue :
 - Le *grande mandamento* en bleu clair est celui de Palerme.
 - Le *mandamento* de Resuttana est à l'ouest de Palerme.
 - Le *mandamento* de Caccamo est divisé en deux parties reliées par la flèche rouge.
 - Le *mandamento* de San Mauro-Gangi est en en bleu foncé.

2. A l'ouest, la province de Trapani et ses quatre *mandamenti*, de Mazara del Vallo, de Trapani, d'Acalmo et de Castelvetrano sont représentés par un dégradé de rouge.

³⁶ « *Mandamento* » au singulier, « *mandamenti* » au pluriel.

3. Au centre, la province d'Agrigente et ses trois *mandamenti* en vert. Les ronds jaunes représentent les bases centrales des *mandamenti*. Les carrés rouges représentent les sièges des *cosche*, les familles mafieuses siciliennes.

On notera les ronds verts entourés de jaune qui représentent les zones de la Stidda, la deuxième organisation mafieuse en Sicile, la cinquième en Italie. Les ronds verts représentent les zones où est implantée la Stidda.

Les étoiles jaunes symbolisent les zones de conflit entre la Stidda et *Cosa nostra* .

4. Au centre la province de Caltanissetta, les couleurs grenats signalent les trois *mandamenti*, de Campofranco, de Caltanissetta et de Gela.

5. A l'est, dans la province de Catane, la lutte fait rage entre les clans Santapoala et Mazzei représentée par des rayures bleu et rose. Les couleurs marrons représentent des familles mafieuses de Messine alliées à *Cosa nostra* palermitaine.

6. On notera la flèche rouge venant de la Calabre. Les *'ndrines* calabraises ont de plus en plus d'influence sur les familles mafieuses siciliennes de la côte-est.

Cette carte comporte des zones non colorées. Soit que la mafia n'est pas présente sur ce territoire soit qu'en l'état des connaissances, nous ne savons pas sa prégnance.

Conclusion

Le racket est effectivement la base du pouvoir mafieux. Il génère, environ 40 milliards au niveau national. *SOS impresa* estime que 80% des commerçants de Palerme payent entre 200 et 10 000 euros par mois à une *cosca*, la famille mafieuse sicilienne. Plus que le revenu qu'il procure, le racket est source de légitimité. En payant cet impôt informel, les acteurs économiques reconnaissent la mafia comme un sujet politique concurrent de l'Etat. De cette reconnaissance, la mafia tire une légitimité auprès de la population.

Les associations antiracket accomplissent travail important. Elles mettent en réseaux des compétences pour sortir du racket. Lorsque l'on est victime de racket, il est plus aisé de se confier à un commerçant qui déjà été victime plutôt qu'à un policier. L'association *Addio-pizzo* est intéressante en ce qu'elle est le révélateur d'une nouvelle génération qui tente de se prendre en main. Le battage médiatique ne rend pas compte que *Cosa nostra* et ses complices contrôlent les appels d'offre, un secteur très rémunérateur comparé aux gains du racket. Enfin, les associations antimafias sont parfois devenues des « gagne-pain » ou des tremplins politiques. D'autres exemples d'antimafias « deux visages » existent en Calabre.

L'occupation du territoire par *Cosa nostra* nécessiterait une implication plus importante de l'Etat. Il ne s'agit pas d'augmenter les effectifs de la police déjà très nombreux mais plutôt d'aider la justice à condamner vite et bien. La justice italienne, mal dotée et dénigrée par les politiciens, est une des plus lente d'Europe. Quand des mafieux rentrent en prison, d'autres ressortent. Cela n'incite pas à dénoncer le racket. Enfin, il faudrait une attention des médias sur les commerçants de l'Italie qui subissent le racket et l'usure. Les mafias italiennes sont présentes dans le Nord et elles rackettent les commerçants dans un silence assourdissant.

La lutte contre le racket est un problème politique. En Italie, des nombreux hommes politiques condamnés par la justice siègent au Parlement. Nombre d'entre eux prônent une vision de monde économique où la règle est celle de la loi du plus fort. La même règle régit *Cosa nostra* ! En 2001, le ministre des infrastructures du gouvernement de centre-droit, Lunardi affirmait qu'il fallait « *cohabiter avec la mafia* ». Contre cela, les associations antiracket ne peuvent pas manquer d'agir. Il en va de la responsabilité des politiques et de citoyens qui votent pour eux. ■